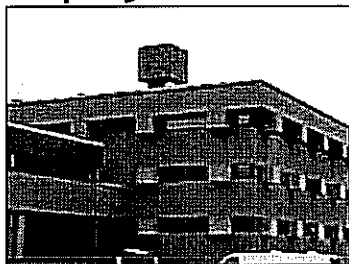


Prison pour délinquants sexuels

## Le projet soulève des remous



Ancienne prison de Percé

La possible reconversion de la prison en centre de détention pour délinquants sexuels suscite la polémique à Percé. Si le maire appuie le projet, certains commerçants s'inquiètent de son impact sur la vocation touristique de la ville.

Plus tôt cette semaine, le gouvernement du Québec lançait l'idée de créer une prison-hôpital pour traiter les délinquants sexuels.

Québec aurait même déjà ciblé Percé pour créer ce centre de traitement qui, selon les spécialistes, répondrait tout à fait au besoin de ce type de clientèle. André McKibben, sexologue et criminologue à l'Institut Pinel de Montréal, rappelle que le regroupement des auteurs d'agressions sexuels se fait déjà à plusieurs endroits dans le monde. Percé, toutefois, accueille l'idée avec beaucoup moins d'enthousiasme.

### Des commerçants mécontents



Gilles Jean

Un commerçant, Gilles Jean, a même lancé une pétition contre le projet. Il estime qu'une prison pour délinquants sexuels n'a pas sa place au coeur d'une ville touristique.

On va devenir le pôle des pédophiles du Québec, il faut y penser. — Gilles Jean, commerçant de Percé

M. Jean invite les résidents de Rivière-au-Nord à Chandler à signer la pétition.

D'autres citoyens dénoncent le manque de transparence des autorités, qui n'ont jamais cru bon de consulter la population avant d'aller plus loin dans ce projet. Certains souhaitent une consultation publique sur le sujet et une présentation du projet par le ministère de la Sécurité publique.

### Le maire appuie le projet



Georges Mamelonet

De son côté, le maire de Percé, Georges Mamelonet, soutient le projet, qui créerait une quarantaine d'emplois en milieu carcéral et entre 10 et 15 emplois dans le domaine médical. Il rappelle que les détenus ne seront pas en contact avec la population.

La prison de Percé n'est plus utilisée depuis une vingtaine d'années. La maire indique qu'il faudra investir 8 millions de dollars pour la réaménager en fonction de son éventuelle nouvelle vocation. Il ajoute que Québec investirait autour de 3 millions par année pour le fonctionnement de la nouvelle prison-hôpital.

Le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, indique que son gouvernement prendra une décision cet automne dans ce dossier.